



Newsletter du 26 novembre 2025

Il faut un NON massif ce dimanche à l'initiative des jeunes socialistes ! L'économie s'inquiète de la bureaucratie excessive et se positionne en faveur de l'Europe. La FINMA voit davantage de risques pour le secteur financier.

Grégoire Bordier s'exprime au sujet de l'initiative « pour l'avenir », qui sous couvert d'un impôt « équitable », risque en réalité d'appauvrir la Suisse et de faire fuir ses contributeurs les plus fortunés. Notre Président explique qu'à Genève, cela pourrait provoquer des pertes de recettes fiscales à hauteur de près de 1,3 milliard de francs... que chacun des résidents restants devra compenser. Au-delà des impôts manquants, ce sont les contributions volontaires des personnes fortunées qui feront défaut, notamment le sponsoring et le mécénat dans les domaines sportifs et artistiques, ainsi que leur soutien à des institutions philanthropiques. Donc un grand NON le 30 novembre face à cette initiative !

- ['Agefi](#) / [Le Temps](#)

Selon une nouvelle étude, plus de 30 milliards de francs de coûts bureaucratiques pourraient être évités chaque année si les processus administratifs étaient modernisés et davantage numérisés. Les milieux économiques profitent de cette étude pour appeler à une réduction de la bureaucratie et demandent au Conseil fédéral et au Parlement d'agir d'ici la fin de la législature.

- [RTS](#)

« *Le Temps* » y voit d'ailleurs à raison la traditionnelle recette de la gauche qui consiste à s'en prendre à une minorité abstraite au nom d'un but politique « *qui cache mal le mépris pour la transmission et une envie à peine voilée* ».

La professeure de fiscalité Andrea Opel, revient aussi sur les conséquences d'une éventuelle acceptation de l'initiative, qui serait un « *chapitre sombre* » : il n'y aurait pas d'augmentation des recettes fiscales, mais une diminution. Les personnes concernées disparaîtraient ainsi que leurs entreprises et family offices. Cela entraînerait la perte de nombreux emplois et une nouvelle baisse globale des recettes fiscales.

- [NZZ](#) / [watson](#)

Ils réclament notamment une numérisation de toutes les interfaces entre l'économie et l'administration, un moratoire sur les nouvelles réglementations en matière de durabilité et une refonte des règles environnementales et énergétiques. On pourrait ajouter à cette liste la réglementation de la place financière, qui doit se limiter au strict nécessaire.

- [NZZ](#)



L'Union patronale suisse se mobilise déjà contre l'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! », sur laquelle nous voterons sans doute en 2026. Elle évoque notamment la pénurie de main-d'œuvre et la réalité démographique qui frappent la Suisse. Pour ces raisons, notre pays reste tributaire d'une immigration ciblée en provenance des pays de l'UE. On pourrait ajouter la nécessité de rester dans l'espace Schengen/Dublin pour gérer l'asile. La Fondation Genève Place Financière de son côté défend les Bilatérales III, qui ne font que formaliser des relations économiques bénéfiques depuis 23 ans.

- allnews.ch / allnews.ch / paperjam.lu

La FINMA a publié son [monitorage des risques](#) 2025. Notre régulateur a identifié neuf risques principaux dans le domaine financier considérés comme élevés, qu'il subdivise en risques financiers (ceux liés à l'immobilier, aux hypothèques et à d'autres crédits, aux écarts de rendement, à la liquidité et au refinancement) et en risques non financiers (lutte contre le blanchiment d'argent, sanctions, externalisations,

- Handelszeitung

Le Directeur de l'ABPS s'exprime dans « *Paperjam* » sur la place financière suisse, ses différences et sa complémentarité avec celle du Luxembourg. Il rappelle que la Suisse reste le leader mondial de la gestion de fortune, loin devant Hong Kong. Afin que la place financière suisse reste performante, il est essentiel d'avoir des relations stables avec l'UE, sans qu'il soit question d'en être membre. Les Bilatérales III représentent donc une priorité pour toute notre économie. Le Luxembourg de son côté s'affirme comme partenaire naturel de la Suisse sur le terrain des fonds et de la finance durable.

- NZZ / NZZ

cyberattaques, défaillances de logiciels et obsolescence des systèmes). Elle met en garde contre une augmentation des risques géopolitiques et technologiques et demande des contrôles plus robustes concernant les externalisations critiques. Pour la première fois, le rapport sur les risques financiers liés au climat fait également partie du monitoring des risques. Selon la FINMA, le paysage des risques s'est durci depuis l'édition 2024.

- finews.ch

L'Association de Banques Privées Suisses (ABPS) compte 8 banques membres qui gèrent plus de 1100 milliards de francs et emploient près de 10 000 collaborateurs dans le monde, dont environ deux tiers en Suisse. A travers un secrétariat permanent basé à Genève, l'ABPS assure la défense et la représentation des intérêts des banques privées suisses, spécialisées dans la gestion de fortune.

Les membres de l'ABPS sont : Bordier & Cie SCmA, Cité Gestion SA, E. Gutzwiller & Cie Banquiers, Banque Lombard Odier & Cie SA, Mirabaud & Cie SA, Banque Pictet & Cie SA, Rahn+Bodmer Co. et Reichmuth & Co.